Étude des crédits 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS **PARTICULIERS**
DE **L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Volet Travail

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
1	Sommes dépensées par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir les prévisions pour 2019-2020.
2	Fournir la ventilation de toutes les compressions financières du ministère et des organismes demandées par le président du Conseil du trésor pour 2019-2020, considérant que le gouvernement a confirmé publiquement en janvier 2019 qu'il y aurait des efforts budgétaires.
3	Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles pour l'année 2018-2019.
4	Fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
5	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2018-2019, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
6	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et pour chaque organisme qui en relève en 2018-2019. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
7	Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2018-2019. Fournir : a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des membres du conseil d'administration; c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
8	Fournir les montants ventilés pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction : a) les frais de déplacement; b) les frais de représentation; c) les frais de repas; d) les frais de voyage; e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
9	Nombre total d'avis juridiques et autres commandés en 2018-2019 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que pour chaque organisme qui en relève. Fournir : a) la liste complète en indiquant les coûts; b) le sujet; c) le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis; d) la date de réception.

#	Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
10	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir : a) la liste des contrats octroyés; b) le nom des firmes retenues; c) les coûts.
11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.
13	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2018-2019. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.
14	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2017-2018 et 2018-2019, l'âge des créances et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2019-2020.
16	Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du Travail, fournir pour l'année 2018 2019 : a) le nombre de conflits de travail; b) la chronologie des actions prises; c) la durée moyenne de ces conflits; d) le nombre de demandes de médiation; e) le nombre de médiateurs nommés par le ministère; f) les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical);

#	Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
	g) l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre); h) les coûts engendrés par ces demandes de médiation.
17	Nombre d'accréditations syndicales recensées au Québec par le ministère du Travail pour 2018-2019.
18	Nombre d'accréditations syndicales qui n'ont pas été accordées par le ministère du Travail pour 2018 2019 et le motif des refus. De ces demandes de désaffiliation syndicale, combien ont été acceptées/refusées en 2018-2019 et les motifs des refus.
19	Le nombre d'enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec 2018-2019 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission.
20	Concernant les avis émis par le ministère du Travail pour 2018-2019, fournir la liste de tous les avis de non-conformité qui ne respectent pas la loi.
21	Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2018-2019 en incluant les coûts et les appels d'offres.
22	Coût de la tournée la « Grande Corvée » du ministre. Frais de déplacement, location de salle, repas, production de document, matériel multimédia, ressources du cabinet qui accompagnent le ministre.
23	Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
24	Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux pour 2018-2019 et indiquer les précisions pour 2019-2020.
25	Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
26	Ressources du ministère du Travail affectées au Bureau des permis.
27	Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
28	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2018 2019 et 2019-2020.
29	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2018-2019. Prévisions pour 2019-2020.
30	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2018-2019.
31	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la multiplication des programmes études-travail pour 2018-2019.
32	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'allégement de la bureaucratie pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes pour 2018-2019.

#	Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
33	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la mise en place du projet de loi 10, *Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale* pour 2018-2019.
34	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'élimination des clauses orphelines pour 2018-2019.
35	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations pour 2018-2019.
36	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations pour 2018 2019.
37	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement pour 2018-2019.
38	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum pour 2018-2019.
39	Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum pour 2018-2019.
40	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits pour 2018-2019.
41	Liste des projets ou des activités, liés au Plan Nord et à la Stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail pour 2018-2019.
42	Nombre de conciliateurs/médiateurs pour 2018-2019.
43	Nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur pour 2018-2019.
44	État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 pour 2018-2019.
45	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail pour 2018-2019.
46	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS pour 2018-2019.
47	Rapport sur la formation des grutiers qui a été remis au ministre en 2019.
48	État de situation des négociations relativement au conflit de l'Aluminerie ABI à Bécancour et copie des analyses, recherches, scénarios ou projections concernant les solutions envisagées depuis le 18 octobre 2018.

#	Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

49	Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre pour 2018-2019 en indiquant l'état des travaux en cours.
50	Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM pour 2018-2019.
51	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré pour 2018-2019. Fournir l'objet de la plainte.

Bureau d'évaluation médicale (BEM

52	Liste des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
53	Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux et prévisions pour 2019-2020.
54	Nombre de dossiers au BEM pour 2018-2019.
55	Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.
56	Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs pour 2018 2019.
57	Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* pour 2018-2019. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.
58	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM pour 2018-2019.
59	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.
60	Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.
61	Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestation pour 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Volet Travail

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

---

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2017 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp

4 Fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer :

a) le lieu;
b) le coût;
c) la ou les dates de participation;
d) le nombre de participants;
e) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité;
f) le nom de la formation ou de l'activité.

.

12 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 :

a) le nom de toutes les campagnes;
b) les coûts de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les objectifs visés par chaque campagne.

Questions dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor

2 Fournir la ventilation de toutes les compressions financières du ministère et des organismes demandées par le président du Conseil du trésor pour 2019-2020, considérant que le gouvernement a confirmé publiquement en janvier 2019 qu'il y aurait des efforts budgétaires.

29 Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2018-2019. Prévisions pour 2019-2020.

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

3 Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* pour l'année 2018-2019.

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

7 Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2018-2019. Fournir :

a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
b) la liste des membres du conseil d'administration;
c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

(CCQ, CNESST, TAT)

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme (suite)

8 Fournir les montants ventilés pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction :

a) les frais de déplacement;
b) les frais de représentation;
c) les frais de repas;
d) les frais de voyage;
e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

(CCQ, CNESST, TAT)

18 Nombre d'accréditations syndicales qui n'ont pas été accordées par le ministère du Travail pour 2018- 2019 et le motif des refus. De ces demandes de désaffiliation syndicale, combien ont été acceptées/refusées en 2018-2019 et les motifs des refus.

(TAT)

19 Le nombre d'enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec 2018-2019 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission.

(**CCQ)**

25 Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.

(CCQ, CNESST, TAT)

31 Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la multiplication des programmes études-travail pour 2018-2019.

(ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur)

41 Liste des projets ou des activités liés au Plan Nord et à la Stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail.

(respectivement la Société du Plan Nord et le ministère des Transports – Secrétariat à l'implantation de la Stratégie maritime)

44 État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 pour 2018-2019.

(ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)

Lexique

CCQ : Commission de la Construction du Québec
CNESST Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
TAT : Tribunal administratif du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-01

Titre :
Sommes dépensées par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019, s'élèvent à 74 073,8 k$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k$)	**Interne**	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Entente de base de maintien et d'exploitation des TI avec le CSPQ	-	-	39 634	39 634,0
Ressources internes et externes (continuité et encadrement)	28 074,5	6 046,3	319,0	34 439,8
Total des dépenses en exploitation	**28 074,5**	**6 046,3**	**39 634,0**	**74 073,8**

Fonds des technologies de l'information

Les dépenses en investissement pour la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019, s'élèvent à 11 644,7 k$ et se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en investissement (k$)	6 002,9	4 736,3	905,5	**11 644,7**

Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019, s'élèvent à 2 974,1 k$ et se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en exploitation (k$)	1 230,8	1 703,5	39,8	**2 974,1**

Fonds des biens et des services

Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019, s'élèvent à 761,8 k$ et se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en exploitation (k$)	-	732,9	28,9	**761,8**

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019, s'élèvent à 57,5 k$ et se répartissent ainsi :

	Interne	**Externe**	**CSPQ**	**Total**
Dépenses en exploitation	-	57,5	-	**57,5**

SOURCE : DGRFC-DFI
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-05

Titre :

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2018-2019, en indiquant pour chacun :

a) son mandat;
b) la liste des membres;
c) le budget dépensé;
d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques :

Vous référer à l'annexe ci-jointe.

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
COLLABORATION : BSM / SSSAS / EMPLOI-QUÉBEC / SSGRI / Secteur du Secrétariat du travail / Secteur des relations du travail / CGAP/ SDPSQ / SRE / SO
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-05 – Annexe 01

Titre :

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2018-2019, en indiquant pour chacun :

a) son mandat;
b) la liste des membres;
c) le budget dépensé;
d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la participation à ces comités englobent les frais annuels de transport, d'hébergement, de repas ou de visioconférence, s'il y a lieu, pour l'ensemble des participants du Ministère. Ils sont prévus à l'intérieur des activités régulières du Ministère.

Cette liste n'inclut pas :

- les comités formés du Ministère et d'un seul autre ministère ou organisme visant la mise en œuvre d'une entente administrative;
- les comités opérationnels émanant de comités plus stratégiques;
- les conseils d'administration;
- le Conseil de gestion de l'assurance parentale, le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le comité Entraide.

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de pilotage - ClicSÉQUR volet Entreprises	**Mandat :** Soutenir les MO utilisateurs du service afin d'assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l'utilisation du service ClicSÉQUR - Entreprises. **Principaux biens livrables :** Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux d'entretien, échanger sur la disponibilité du service et présenter les travaux d'évolution.	MTESS	6	MTESS; MFQ; SQI; SCT	$0
Table interministérielle en amélioration continue	**Mandat :** Créer un espace de partage des pratiques en amélioration continue entre les divers MO. **Principaux biens livrables :** Création d'une plateforme électronique facilitant le partage d'information en continu entre les participants, démonstrations pratiques et théoriques d'outils et concepts.	MTESS (DAC) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	Environ 50	FADQ; MTESS; RAMQ; SAAQ; CSPQ; CNESST, MELCC; MFQ, Retraite Québec; MSP; MT; MERN; MCE; Ville de Québec	$660
Comité communication Entreprises Québec	**Mandat :** Assurer le suivi des communications relatives à Entreprises Québec et l'arrimage entre le MTESS et le MESI. **Principaux biens livrables :** Suivi de l'annonce publique, de la campagne et des activités de promotion; Approbation des recommandations pour les infolettres et les médias sociaux.	MTESS (DC)	5	MTESS; MEI	$0
Comité des dirigeants de Services Québec	**Mandat :** Soutenir la prise de décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du comité de suivi et du premier ministre. **Principaux biens livrables :** Élaboration d'une vision et d'un modèle d'affaires ainsi que d'assurer leur mise en œuvre.	MTESS (SDPSQ)	20	MTESS; CSPQ; CNESST; MEI; MCC; MFA; MJQ; MEES; MERN; MAMH; MT; MCE; MELCC; MTO; RAMQ; Retraite Québec; Revenu Québec; SCT; SAAQ; SQI	$0

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de suivi de l'Entente finale Canada-Québec (EFCQ) sur le Régime Québécois d'assurance parentale	**Mandat :** Suivi de l'Entente finale Canada-Québec sur le Régime québécois entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec. **Principaux biens livrables :** Discussion sur les modifications apportées à l'un ou l'autre des programmes afin de coordonner les actions de chacun ou sur les éléments problématiques afin de trouver des solutions.	MTESS (DGRQAP) EDSC (DGPAE) Service Canada (Direction générale de Prestations de l'AE)	Entre 12 et 15 avec les professionnels et le personnel de support	MTESS; CGAP; EDSC; Service Canada	$0
Comité exécutif de Services Québec	**Mandat :** Faire le suivi et prendre les décisions appropriées pour la réussite du projet. **Principaux biens livrables :** Préparer les rapports d'étape pour le comité des dirigeants gouvernementaux de Services Québec destinés au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, au comité de suivi et au premier ministre.	MTESS (SDPSQ)	14	MTESS; SCT; MAMH; MEI; SCG; MJQ; RAMQ; CNESST; CSPQ; SAAQ; Revenu Québec	$0
Comité stratégique Zone entreprise	**Mandat :** Assurer le bon déroulement du projet à un niveau stratégique en regard des orientations ministérielles, de la portée, des coûts et de l'échéancier. **Principaux biens livrables :** Recommander les demandes de modification au CGEPM, approuver le plan de récupération des bénéfices et prendre acte des états de situation et approuver les recommandations.	MTESS (SDPSQ)	7	MTESS; MEI	$0
Comité directeur de suivi de l'entente MTESS – Revenu Québec (RQ)	**Mandat :** Gérer l'entente d'impartition et son évolution au niveau stratégique.	MTESS (SRE)	12	MTESS; RQ	0$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux biens livrables : Services technologiques, du traitement massif et d'autres services attendus de RQ au Registraire des entreprises				
Comité des affaires du Registraire	**Mandat :** Assurer le suivi et la réalisation des projets découlant de l'entente d'impartition. **Principaux biens livrables :** Partager l'information sur le suivi et la réalisation des projets afin d'assurer la mise en œuvre de l'entente, de convenir des correctifs à apporter, le cas échéant, et communiquer l'information concernant les divers suivis requis.	MTESS (DGRE)	12	MTESS; RQ	0$
Carrefour de l'emploi et de la formation	**Mandat :** Faire converger, par le biais des portails Citoyens et Entreprises, l'ensemble de l'information sur les professions, les programmes de formations, les mesures et services relatifs à l'emploi. **Principaux biens livrables :** Le Site Web « Carrefour de l'emploi et de la formation ».	MTESS (DGPEPMT)	15	MTESS; MEES; MELCC; SCG	$0
Comité interministériel de l'action communautaire (CIAC)	**Mandat :** Favoriser la concertation interministérielle et conseiller le ministre sur des orientations gouvernementales reliées à l'action communautaire et l'action bénévole. **Principaux biens livrables :** Participation aux travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en action communautaire; échange d'information concernant les pratiques des différents MO, soutien à la production de l'État de situation annuel, soutien à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale en action bénévole.	MTESS (DPLPAC)	25	MTESS; MFA; SAAQ; MEES; SA; MEI; SCF; MJQ; MAMH (Secrétariat à la région métropolitaine); MCE (SAJ); MELCC; MSP; MSSS; SAA; MRIF; OPHQ; SHQ; MIDI; OPC; MCC	$0

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel des gestionnaires en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	**Mandat :** Assurer la gouvernance intersectorielle, la réalisation des travaux et soutenir le comité des sous-ministres adjoints. **Principaux biens livrables :** Contribuer à assurer la réalisation et la collaboration pour la mise en œuvre des mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et l'inclusion sociale (PAGIEPS).	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MEES; MIDI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ; SAA; SA; SHQ ; MTO; RQ; MSP; MELCC	$0
Réseau des répondants interministériels en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	**Mandat :** Maintenir active la mission gouvernementale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, collaborer à la mise en œuvre du PAGIEPS et participer au rapport d'activités annuel. **Principaux biens livrables :** Concertation des actions et partage d'information pour assurer la mise en œuvre du PAGIEPS.	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MEES; MIDI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ; SAA; SA; SHQ ; MTO; RQ, MSP; MELCC.	$0
Comité conjoint sur la mobilité de la main-d'œuvre de l'Accord de commerce et de coopération Québec-Ontario	**Mandat :** Application du chapitre 6 de l'Accord. **Principaux biens livrables :** Travaux d'appariement par métier et production de rapports.	MTESS (DRI)	10	MTESS; OPQ; Gouvernement de l'Ontario	$0
Comité CPQ-MTESS	**Mandat :** Rencontre avec les représentants du Curateur public du Québec et le MTESS **Principaux biens livrables :** Discussions permettant la mise en place de façons de faire efficientes pour les deux organisations.	MTESS CPQ	N/D	MTESS; CPQ	$0
Groupe de travail sur la révision du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs Cris	**Mandat :** Révision du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.	MTESS (DPAS)	5	MTESS, SAA	$945

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux biens livrables : Vise à corriger certains enjeux dans la gestion du Programme, et ce, tout en facilitant et améliorant la participation à celui-ci.				
Comité de suivi mise en œuvre et évaluation de la politique À part entière	**Mandat :** Effectuer le suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique À part entière. **Principaux biens livrables :** Rédaction du bilan annuel des actions.	MTESS (DGAS) et OPHQ	3	MTESS; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	$130
Comité tripartite de l'amélioration de l'administration et de l'offre de l'aide au revenu des premières nations	**Mandat :** Informer Affaires autochtones et du Nord du Canada (AANC) et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) des différents changements à la loi et au règlement sur l'aide aux personnes et aux familles. **Principaux biens livrables :** S.O.	MTESS (DPAS)	5	AADNC; MTESS; APNQL	$0
Forum Justice et santé mentale	**Mandat :** Pour la clientèle de l'AFDR présentant un profil troubles de santé mentale/judiciarisation, effectuer les arrimages avec le MJQ et le MTESS. **Principaux biens livrables :** S.O.	MTESS (DGAS)	2	MSSS; MJQ	$80
Comité d'évaluation interministériel du PAGIEPS	**Mandat :** Le mandat est d'assurer la participation des différents MO engagés dans le PAGIEPS à son évaluation et de recenser et partager les évaluations des mesures du plan d'action. **Principaux biens livrables :** Production d'un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, du cadre d'évaluation global du plan d'action et réalisation de l'évaluation.	MTESS (DE)	13	MTESS; MAPAQ; MFA; MCC; MEES; MFQ; MJQ; MSSS; Revenu Québec; OPHQ; SCF; MCE; SHQ	105

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité fédéral - provincial - territorial des directeurs du soutien au revenu	**Mandat :** Le comité des directeurs FPT du soutien du revenu a pour objectif d'appuyer l'amélioration des politiques et des pratiques relatives aux différents programmes de soutien du revenu existants au Canada. **Principaux biens livrables :** En plus de permettre à la Direction générale de l'assistance sociale (DGAS) d'obtenir des informations à jour sur les programmes et les clientèles de la sécurité du revenu de l'ensemble des provinces et des territoires du Canada (comparaison des barèmes, des clientèles, des lois et des règlements, biens et avoirs liquides, revenus de travail permis), la participation au comité des directeurs FPT de la sécurité du revenu permet au Ministère de respecter ses obligations, prévues lors de la rédaction de mémoires au Conseil des ministres en matière de comparaisons interprovinciales.	Ontario et gouvernement fédéral Direction responsable – MTESS (DPAS)	2	MTESS; représentants des autres provinces et territoires au Canada	$587,29
Comité de mise en œuvre - L'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées	**Mandat :** Favoriser la mobilisation des MO autour de la Politique et proposer des pistes de solution pour soutenir la mise en œuvre de la Politique par les MO. **Principaux biens livrables :** S.O.	MTESS (DPAS) et OPHQ	10	MTESS ; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	$400
Comité directeur sur les activités socioprofessionnelles et communautaires	**Mandat :** Soutenir et encadrer les travaux portant sur le développement d'une vision commune entre les ministères sur les besoins des personnes ayant une déficience et leur famille, sur les trajectoires de services ainsi que sur le partage des rôles et responsabilités, notamment par l'adoption d'un cadre	MTESS	7 (2 du MTESS et 5 des autres ministères)	MTESS; MSSS; MEES (DAS et DEAFC); MFA; MT	$150

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	de référence national MTESS-MSSS dans une perspective de complémentarité. **Principaux biens livrables :** Produire un document sur une vision commune.				
Comité interministériel Transition de l'école vers la vie active (TEVA)	**Mandat :** Élaborer un guide de soutien destiné à l'ensemble des intervenants des réseaux pour favoriser une démarche de transition de l'école vers la vie active. **Principaux biens livrables :** Guide de soutien sur la TEVA.	MTESS (DPES)	12	MTESS; MEES; MSSS; MFA; MT; OPHQ	$0
Comité conjoint Canada - Québec Entente de mise en œuvre relative au marché du travail (CCC-Q)	**Mandat :** Faciliter la mise en œuvre et le suivi des dispositions de nature permanente de l'entente de mise en œuvre et de l'entente de principe. **Principaux biens livrables :** Tous travaux nécessaires pour la bonne marche du suivi et de la mise en œuvre de l'entente.	MTESS (DGPEPMT) coprésidence au CCC-Q pour le Québec	10	MTESS; SC; EDSC	$0
Comité de pilotage et de suivi du Rendez-vous national sur la main-d'œuvre	**Mandat :** Donner son avis au ministre sur l'identification des enjeux, des orientations, des thématiques et des actions à privilégier dans la Stratégie. **Principaux biens livrables :** Déterminer les propositions et les enjeux qui feront partie de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre.	MTESS MEES	16	CPQ; FCEI; FCCQ; MEQ; RJCCQ; CSD; CSQ; CSN; FTQ; MTESS; MEES; CPMT	$0
Comité de suivi - Étude du Plan Nord du MEES	**Mandat :** Dresser un portrait de la situation au nord du 49e parallèle, notamment sur les besoins en main-d'œuvre et en formation professionnelle, collégiale et universitaire.	MTESS (DPES et DMSEP)	N/D	MTESS; MIDI	$0

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux biens livrables : Devis de recherche et appel d'offre, sélection de la firme, revue de littérature, recherche documentaire et analyse de type benchmark, entrevues auprès d'entreprises et d'intervenants stratégiques.				
Comité de travail MIDI-MTESS sur le mécanisme de suivi de l'intégration des personnes immigrantes	**Mandat :** Travailler conjointement à l'élaboration d'un mécanisme de suivi et suivre régulièrement l'intégration économique des personnes immigrantes nouvellement arrivées une fois le mécanisme mis en œuvre. **Principaux biens livrables :** Mettre en œuvre un mécanisme de suivi : Exploitation des données du recensement 2016 et de l'EPA, mettre en place une enquête sur l'intégration au marché du travail des personnes immigrantes nouvellement arrivées.	MTESS (DR)	5	MIDI; MTESS	$0
Comité directeur MIDI - MTESS	**Mandat :** Échanges sur les dossiers communs (intégration et sélection). **Principaux biens livrables :** Suivi des travaux.	Co-présidé MIDI-MTESS	6 à 7	MTESS; MIDI	$0
Comité directeur de Journées Québec MIDI-MTESS	**Mandat :** Coordination générale au Québec des missions de recrutement international « Journées Québec ». **Principaux biens livrables :** Effectuer un bilan des Journées-Québec et une réflexion stratégique dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience des missions.	Coprésidé MIDI-MTESS	4	MIDI; MTESS	$0
Comité interministériel sur la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien	**Mandat :** Susciter des engagements gouvernementaux et s'assurer de la cohérence entre les différents engagements des MO.	MTESS (DPES)	7	MSSS; MTESS; MEES; SCT; OPHQ	$0

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
en emploi des personnes handicapées 2018-2022	**Principaux biens livrables :** Détermination d'engagements gouvernementaux, par les MO.				
Comité interministériel en adéquation formation emploi (SMA)	**Mandat :** Soutenir l'Assemblée délibérante de la CPMT dans l'établissement du portrait du marché du travail.Déterminer les orientations en matière d'adéquation formation emploi. **Principaux biens livrables :** Plan gouvernemental en AFE.	Coprésidé par les SMA du MEES et du MTESS (SMA-EQ)	5	MTESS; MIDI; MEI; MEES	$0
Comité interministériel MIDI/MESS sur la régionalisation de l'immigration	**Mandat :** Préciser les rôles, les responsabilités, les actions respectives et les actions communes du MIDI et d'Emploi-Québec dans le dossier de l'immigration en région et identifier les bonnes pratiques. **Principaux biens livrables :** Plan de travail 2017-2019.	MTESS (DPES)	Entre 4 et 6	MTESS; MIDI	$0
Comité stratégique Carrefour de l'emploi	**Mandat :** Encadrer le développement de la plate-forme gouvernementale Carrefour de l'emploi et de la formation. **Principaux biens livrables :** Identifier les contenus et harmoniser les bases de données et contenus des différents ministères impliqués.	MTESS (DPS)	10	MTESS; MIDI; SCG	$0
Comité stratégique en adéquation formation emploi	**Mandat :** Soutenir le comité interministériel, suivre la mise en œuvre des mesures du plan d'action concertée en AFCE (adéquation formation-compétences-emploi) et superviser la mise en œuvre du processus décisionnel. **Principaux biens livrables :** Assurer la coordination des ministères en matière d'adéquation formation-emploi.	MTESS (BSMA-EQ)	10	MIDI; MEI; MEES; CCQ; CPMT	$0

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe de travail Canada - Québec sur le Repérage, la Référence et la Rétroaction des prestataires d'assurance-emploi (PAE)	**Mandat :** Assurer la coordination de la mise en place du dispositif de repérage pour la clientèle prestataire de l'assurance-emploi CRHC/CLE. **Principaux biens livrables :** Faire rapport aux membres du comité conjoint Canada-Québec concernant les ententes convenues CRHC/CLE en ce qui a trait à l'application du dispositif de repérage.	MTESS (EQ, DGMSE) - Responsable du Groupe de travail pour le Québec au CCC-Q	10	MTESS; SC	$0
Groupe de travail conjoint Canada - Québec sur le Service national de placement	**Mandat :** Dans le cadre de son mandat, le Comité conjoint Canada-Québec doit notamment s'assurer que les mécanismes d'interrelation entre les services d'emploi du Québec et d'assurance-emploi du Canada. **Principaux biens livrables :** Échanges à partir d'états de situation et arrimage mutuel.	MTESS (DMSEP) - Coprésidence	5 à 8	MTESS; SC; EDSC	$0
Comité directeur "Québec France pour l'emploi"	**Mandat :** Concevoir et mettre en œuvre un projet pilote afin d'effectuer du recrutement continu en mode virtuel, ainsi qu'une mission de recrutement virtuelle. **Principaux biens livrables :** Concevoir et mettre en place un projet pilote de recrutement international de concert avec Pôle Emploi, le MIDI, le Bureau d'immigration du Québec à Paris et la Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale	MTESS (DMSEP)	10	Pôle Emploi; MIDI; Bureau d'immigration du Québec à Paris; MTESS	$0
Table de concertation sur l'adéquation formation-emploi - secteur de l'aluminium	**Mandat :** Favoriser une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi dans ce secteur composé de producteurs, de transformateurs et d'équipementiers. **Principaux biens livrables :** Diagnostic sectoriel de l'adéquation formation-emploi dans les industries des secteurs de la première, deuxième et troisième	MTESS (Direction régionale de Services Québec du Saguenay-Lac-St-Jean)	12	MTESS; MEES; MEI; CSMO-M; PERFORM; Cégep Jonquière; École polytechnique de Montréal; Centre de formation professionnelle Qualitech; ceal-aluquebec.com	$0

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	transformation ainsi que dans les secteurs des équipementiers et des fournisseurs spécialisés. Les recommandations serviront de trame aux travaux de la Table au cours des prochaines années.				
Comité des sous-ministres MIDI et du MTESS	**Mandat :** Échanges sur les dossiers communs (Intégration et sélection). **Principaux biens livrables :** Suivi des travaux.	MTESS (BSM)	5	MIDI; MTESS	$0
Comité interministériel MIDI-MTESS sur le suivi des actions visant à favoriser la pleine participation, en français, des personnes réfugiées, notamment syriennes	**Mandat :** Assurer le suivi de l'opération spéciale d'accueil des personnes réfugiées syriennes. **Principaux biens livrables :** S.O.	MTESS (DPES)	16 à 20	MIDI; MSSS; MEES; MTESS; SHQ; Retraite Québec; MFA, Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes; Centre multiethnique de Québec; Regroupement des organismes de francisation du Québec; Action Réfugiés Montréal; Service de soutien à la famille Hay Doun; Procure des missions; Église St-Ephrem syriaque orthodoxe; Ville de Montréal; Ville de Laval; Ville de Québec	$0
Groupe de travail sur le Protocole portant sur les interrelations entre EQ et Service Canada dans le cadre de l'Entente Canada - Québec relative au marché du travail	**Mandat :** Arrimer les pratiques opérationnelles entre les deux parties aux fins du respect des obligations convenues dans le protocole. **Principaux biens livrables :** Les 17 Directions régionales doivent tenir au moins une rencontre bipartite et en faire rapport. Certaines en tiennent	MTESS (DGMSE et DGPPMT)	19	17 Directions régionales; MTESS, Service Canada	$0

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	deux. De ces rapports, un bilan de liaison continue annuel est produit.				
Groupe de travail MIDI-MTESS pour la mise en place du programme Objectif Emploi	**Mandat :** Comme une partie des primo-demandeurs est une clientèle immigrante, divers travaux sont prévus dans la conception de l'offre de service du programme Objectif Emploi. **Principaux biens livrables :** Plan d'intégration en développement des compétences, rétro-information en ce qui a trait à la référence, confirmation de prise en charge et participation à un programme de francisation.	MTESS (DMSI)	6	MTESS; MIDI	$0
Groupe de travail sur la déclaration d'intérêt (DI) MIDI-MTESS	**Mandat :** En collaboration avec le MIDI, mettre en place la DI. **Principaux biens livrables :** Collaboration par l'information sur le marché du travail.	MTESS (DAIMT)	8	MIDI; MTESS	$0
Comité Chaire de recherche sur l'intégration et des diversités en emploi	**Mandat :** Conseiller le Titulaire de recherche sur le suivi des objectifs, évaluer l'évolution de la Chaire, suggérer des améliorations ou de nouvelles orientations et aider à mettre en valeur les résultats de la recherche effectuée par la Chaire. **Principaux biens livrables :** S.O.	MTESS (DPES)	8	Université Laval; MTESS; MIDI	$0
Comité directeur du guichet unifié en reconnaissance des acquis et des compétences	**Mandat :** Clarifier les démarches en matière de RC, informer toute partie prenante sur les dispositifs de reconnaissance au Québec et informer et aiguiller la clientèle du parcours de RC le mieux adapté. **Principaux biens livrables :** Développement d'un portail web regroupant les informations sur les services en RAC.	MTESS (DMSI)	8	MIDI; MTESS; OPQ; MEES	$0

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité opération entreprises Québec	**Mandat :** Recenser les problématique de mise en œuvre et y apporter des solutions concrètes et ce, dans le but d'assurer un service de qualité. **Principaux biens livrables :** À la lumière du processus de traitement des demandes des entreprises, s'assurer qu'elles soient prises et répondues dans les délais requis.	MTESS (DMSEP)	4	MTESS; MEI	$100
Comité consultatif conjoint de Services Québec et Service Canada	**Mandat :** Créer un espace de partage des pratiques et des projets des deux organisations. **Principaux livrables :** Faire connaître les différentes initiatives existantes. Identifier les opportunités de collaboration. Démonstrations pratiques et théoriques des concepts, des projets et des outils.	MTESS (SDPSQ)	6	MTESS; Service Canada	$0
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouv. Québec et le gouv. Nouveau-Brunswick sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	**Mandat :** Surveiller l'application de l'Entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs et l'accès aux chantiers de construction ainsi que traiter toute autre question pertinente. **Principaux biens livrables :** Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	MTESS (STRAV)	2	MTESS; Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick	$0
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouv. Québec et le gouv. Ontario sur la mobilité	**Mandat :** Surveiller l'application de l'Entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs et l'accès aux chantiers de construction ainsi que traiter toute autre question pertinente.	MTESS (STRAV)	2	MTESS; Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick	$0

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences	**Principaux biens livrables :** Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente. Production d'un rapport quinquennal sur le suivi de l'Entente.				
Comité directeur Accès-construction	**Mandat :** Lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction. Il est coordonné par le MTESS (SSTRAV). Il relève d'un comité stratégique qui est coordonné par le ministère des Finances. **Principaux biens livrables :** Repositionnement du comité; Élaboration d'outils; Mise en place d'un extranet, divers projets technologique; Échange d'information visant à lutter contre l'économie souterraine.	MTESS (STRAV)	3	MTESS; Revenu Québec; CCQ; RBQ; DPCP; MFQ; CNESST	$0
Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés	**Mandat :** Assurer la protection des travailleurs temporaires peu spécialisés recrutés à l'étranger par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien. **Principaux biens livrables :** Échange sur les enjeux et rédaction d'états de situation et des avis incluant des recommandations.	MTESS (STRAV)	3	MTESS; MIDI; MAPAQ; MRIF; CNESST; CDPDJ	$0
Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum	**Mandat :** Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum. **Principaux biens livrables :** Donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.	MTESS (STRAV)	5	MTESS; MFQ; CNESST; SCF; SCT; MEI	$0
Comité sur les disparités de traitement	**Mandat :** Définir des scénarios de modification législative permettant d'éliminer les disparités de	MTESS (STRAV)	7	MFQ; Retraite-Québec; MEI	$0

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	traitement existantes et documenter les impacts potentiels des scénarios définis. **Principaux biens livrables : Scénarios**				
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre Québec et Terre-Neuve et Labrador sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	**Mandat :** Suivre l'évolution, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux travaux de construction et traiter de toute autre question pertinente. **Principaux biens livrables :** Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	MTESS (STRAV)	7	MTESS; Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador	$0
Comité d'arrimage des réalisations SIAFQ	**Mandat :** Effectuer les arrimages requis entre les différents chantiers, apporter à l'attention du chef de projet les problématiques soulevées et proposer des pistes de solutions. **Principaux biens livrables :** Un tableau de suivis, une planification des travaux de même que des comptes rendus accompagnent le comité sur une base régulière.	MTESS (SRE)	8	MTESS; MSP; CRPQ; SQ	$0
Comité de suivi, d'intégration et de surveillance de projet SIAFQ	**Mandat :** Suivre les travaux et l'échéancier, traiter les problématiques, gérer les risques du projet, les enjeux rencontrés et proposer des solutions. **Principaux biens livrables :** Un tableau de suivis, une planification des travaux de même que des ordres du jour et comptes rendus accompagnent le comité sur une base régulière.	MTESS (SRE)	11	MTESS; MSP; CRPQ	0$
Comité directeur du projet SIAFQ	**Mandat :** Assurer le suivi et l'encadrement du projet en regard des orientations du Comité stratégique, de la portée, des coûts et de l'échéancier approuvés du projet.	MTESS (SRE)	10	MTESS; MSP	$0

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux biens livrables : Un tableau de suivis et de décisions, un rapport d'avancement aux fins de reddition de compte (suivi des coûts, gestion des risques, demandes de changements, état de situation des chantiers, etc.) de même que des ordres du jour et comptes rendus accompagnent le comité sur une base régulière.				
Comité stratégique Accès UniQC	**Mandat** : S'assurer du bon déroulement du projet à un niveau stratégique et ce, en regard des orientations ministérielles, de la portée, des coûts et de l'échéancier. **Principaux biens livrables :** Orientations stratégiques afin de guider les travaux, commentaires et approbation des livrables clés nécessaires à la mise en place de la solution gouvernementale Accès UniQC et transmission d'orientations si nécessaire.	MTESS (SPDSQ)	13	SCT, RAMQ, Revenu Québec, MCE, MJQ, MTESS	0$
Comité aviseur des partenaires Accès UniQC	**Mandat :** Échanger sur les enjeux juridiques, assurer une compréhension commune des nouvelles solutions et échanger sur leurs impacts et enjeux. **Principaux biens livrables :** Avis quant aux stratégies de communication et de gestion du changement proposées, de même que concernant les enjeux en protection des renseignements personnels.	MTESS (SPDSQ)	13	RAMQ, Revenu Québec, Élections Québec, SAAQ, Retraite Québec, MTESS	0 $
Comité d'experts en matière de protection des renseignements personnels,	**Mandat :** Fournir, sur demande, leurs conseils en lien avec l'élaboration des projets du Service d'authentification gouvernemental et du Service québécois de l'identité et de l'adresse.	MTESS (SPDSQ)		RAMQ, Revenu Québec, SCT, MJQ, MTESS	870 $

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
de sécurité et de la vie privée pour Accès UniQC	**Principaux livrables :** Avis sur les documents qui leur seront présentés tel que : • des commentaires sur les solutions élaborées; • des suggestions ainsi que des pistes d'action à considérer; la production d'un rapport sur demande et au besoin.				
Comité directeur Accès UniQC	**Mandat :** Veiller au bon déroulement des projets du Service d'authentification gouvernemental et du Service québécois de l'identité et de l'adresse et faciliter les travaux d'arrimage entre eux. **Principaux livrables :** Travaux et interventions afin de faciliter l'implication des organismes publics, avis de sécurité concernant la protection des renseignements personnels, réponses aux bloquants pour faciliter la prise de décision.	MTESS (SPDSQ)	16	MJQ, RAMQ, Revenu Québec, SCT, MTESS	0$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-06

Titre :
Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et pour chaque organisme qui en relève en 2018-2019. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Exposé et statistiques :

Au 27 février 2019, le Ministère compte 1 177 employés occasionnels, ce qui représente 18,6 % de son effectif (6 334 effectifs réguliers et occasionnels).

Parmi les 237 recrutements réguliers effectués en 2018-2019, 171 occasionnels ont obtenu un statut d'employé temporaire, représentant 72,2 % des recrutements.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-09

Titre :

Nombre total d'avis juridiques et autres commandés en 2018-2019 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que pour chaque organisme qui en relève. Fournir :

a) la liste complète en indiquant les coûts;
b) le sujet;
c) le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis;
d) la date de réception.

Exposé et statistiques :

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu avec un avocat ou un notaire de la pratique privée sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées[1].

[1] Protection des avis juridiques des ministères et des organismes :

Avis juridiques internes d'un ministère

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2018-2019 dans le cadre de l'Étude des crédits.

Avis juridiques internes d'un organisme

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

Avis juridiques externes

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

SOURCE : Direction des affaires juridiques
VALIDATION: Hugues Melançon
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Titre :

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir :

a) la liste des contrats octroyés;
b) le nom des firmes retenues;
c) les coûts.

Exposé et statistiques :

Se référer à la question 7 des renseignements généraux.

SOURCE : Direction des communications
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : DE, CET, DOFC
VALIDATION : SSSAS et DGRFC
DATE : 22 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :

a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

Exposé et statistiques :

Aucun concours ni aucun tirage n'a été réalisé en 2018-2019.

SOURCE : Direction des communications, SDPSQ
DATE : 2019-03-19
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSTION OFFICIELLE

RP-13

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2018-2019. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme :

a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
c) le montant qui leur a été accordé.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette questions sera incluse dans les réponses du volet Emploi et Solidarité sociale du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (question 1RP-13)

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion, 5 mars 2019
COLLABORATION : Direction générale de la solidarité et de l'action communautaire,
VALIDATION : DASG
DATE : 5 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-14

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :

a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
d) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En date du 28 février 2019 :

a) Les employés de la Direction des communications relèvent du ministère du Conseil exécutif : 0 pour le MTESS

Du 1er avril 2018 au 28 février 2019 :

b) 1 438 987 $
c) Non disponible
d) et e) Veille médiatique pour le Ministère et les cabinets : 119 409,01 $
   - I.C.I Influence communications inc. : 105 097,70 $
   - CNW Telbec : 1 537,00 $
   - Communication CNW : 5 691,55 $
   - Entreprises Presse canadienne : 6 466,40 $
   - CSPQ : 616,36 $

Les sujets concernent ce qui touche à la mission du Ministère.

SOURCE : Direction des communications
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec
COLLABORATION : CGAP et DGRMO
VALIDATION : DGRFC – DB - SBA
DATE : 25 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-15

Titre :
Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2017-2018 et 2018-2019, l'âge des créances et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Le solde du compte débiteur du Ministère au 28 février 2019 s'élève à 795,2 M$.

Répartition du solde du compte débiteur du Ministère selon l'âge des comptes (en millions de dollars)

	2018-2019
0 à 6 mois	73,0
6 à 12 mois	54,1
12 à 24 mois	91,1
24 à 36 mois	77,5
36 mois et plus	499,5
Total	795,2

Moyens utilisés pour effectuer le recouvrement

Les moyens utilisés sont le recouvrement par le personnel et le recouvrement automatisé.

i) Recouvrement effectué par le personnel

Il s'agit :

- des ententes de remboursement négociées avec des personnes qui ne sont plus prestataires des programmes du Ministère, selon leur capacité de payer;
- des procédures judiciaires confiées à la Direction des affaires juridiques, notamment les saisies de salaire et d'avoir liquide, les hypothèques légales, ainsi que les saisies de biens.

ii) Recouvrement automatisé

Il s'agit principalement :

- des retenues sur les sommes versées par le Ministère;
- des retenues qu'effectue Revenu Québec sur les remboursements d'impôt et sur le crédit d'impôt pour solidarité.

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI
COLLABORATION :
VALIDATION : SSGRI
DATE : 13 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :
Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du Travail, fournir pour l'année 2018-2019 :

a) le nombre de conflits de travail;
b) la chronologie des actions prises;
c) la durée moyenne de ces conflits;
d) le nombre de demandes de médiation;
e) le nombre de médiateurs nommés par le ministère;
f) les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical);
g) l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre);
h) les coûts engendrés par ces demandes de médiation.

Exposé et statistiques :

	2018-2019[1]
a) Nombre d'arrêts de travail (conflits)	151*
c) Durée moyenne de ces arrêts de travail (conflits)	65,8 jours ouvrables 77,1 jours calendrier
d) Nombre de demandes de médiation-conciliation *La conciliation est volontaire depuis 1977, la nomination est faite sur demande d'une partie.*	109
e) Nombre de médiateurs-conciliateurs nommés par le Ministère	21

*Dont 2 de compétence fédérale.

f) Antécédents professionnels des médiateurs en %

Année	**Syndical**	**Patronal**	**Autres**
2018-2019	33 %	43 %	24 %

g) Initiateur de la demande de médiation

Année	**Syndical**	**Patronal**	**Demande conjointe ou nomination du Ministère**
2018-2019[1]	31	32	46

h) Les coûts engendrés par ces demandes de médiation

Inclus dans les dépenses globales de la Direction générale des relations du travail du Secteur des relations du travail.

[1] *Données préliminaires 2018-2019 (1er avril 2018 au 28 février 2019).*

SOURCE : Secteur des relations du travail
COLLABORATION : Direction de l'information sur le travail (DIT) – SSTRAV
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-17

Nombre d'accréditations syndicales recensées au Québec par le ministère du Travail pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ne détient pas cette information.

SOURCE : Direction adjointe du Secrétariat général
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :

Concernant les avis émis par le ministère du Travail pour 2018-2019, fournir la liste de tous les avis de non-conformité qui ne respectent pas la loi.

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'émet pas d'avis de non-conformité.

SOURCE : Direction adjointe du Secrétariat général
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :

Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2018-2019 en incluant les coûts et les appels d'offres.

Exposé et statistiques :

Le volet Travail du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'a commandé aucune recherche en 2018-2019.

SOURCE : Direction adjointe du Secrétariat général
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :

Coût de la tournée la « Grande Corvée » du ministre. Frais de déplacement, location de salle, repas, production de document, matériel multimédia, ressources du cabinet qui accompagnent le ministre.

Exposé et statistiques :

Cette question a été transférée au volet Emploi et Solidarité sociale.

SOURCE : Direction adjointe du Secrétariat général
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-23

Titre :

Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.

Exposé et statistiques :

Seules les associations patronales et syndicales visées par la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20) peuvent obtenir un permis de service de référence de main-d'œuvre.

Les critères d'octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, lequel a été édicté le 28 novembre 2012. En plus de remplir le formulaire de demande de permis, le demandeur doit produire les documents suivants, qui doivent être transmis au Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre :

1. l'acte de constitution de l'association, ses règlements et statuts, ainsi qu'un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
2. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
3. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
4. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux pour 2018-2019 et indiquer les précisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Veuillez vous référer à la réponse transmise à la question 15j) des renseignements généraux.

SOURCE : Direction adjointe du Secrétariat général
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :

Ressources du ministère du Travail affectées au Bureau des permis.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2019, trois employés sont rattachés au Bureau des permis afin d'en assurer ses opérations :

- un directeur (assume également d'autres responsabilités au Secteur du Secrétariat du travail (SSTRAV) du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale);
- un coordonnateur (assume également d'autres responsabilités au SSTRAV);
- une enquêteuse principale en matière frauduleuse et responsable du Registre des permis de service de référence de main-d'œuvre.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :

Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

Exposé et statistiques :

Le 4 avril 2018, l'Union internationale des journaliers d'Amérique du Nord – Local 62 a complété une demande de modification de son permis afin d'y ajouter la région du Nunavik.

Considérant que l'ensemble des conditions de modification d'un permis ont été respectées, un permis a été délivré le 4 mai 2018 pour une durée de trois ans.

De plus, le 20 juin 2018, l'Association unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada – Local 144 a complété une demande de modification à son permis afin d'y ajouter la région des Cantons de l'Est.

Puisque la demande de l'association respectait les conditions de modification, un permis lui a été délivré le 24 juillet 2018 pour une durée de trois ans.

LISTE DES MODIFICATIONS DE PERMIS DE SERVICE DE RÉFÉRENCE DE MAIN-D'ŒUVRE DES ASSOCIATIONS SYNDICALES

En date du 31 mars 2019
Modifications effectuées en 2018-2019 : 2
Permis en vigueur en 2018-2019 : 43

Nom de l'association	**Statut**	**Nom de l'association**	**Statut**
Syndicat québécois de la construction (SQC)	En vigueur	CQPMCI – Local 1929	En vigueur
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	En vigueur	CQPMCI – Local 71	En vigueur
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	En vigueur	CQPMCI – Local 144	En vigueur / Modifié
CQPMCI – Local 4	En vigueur	CQPMCI – Local 500	En vigueur
CQPMCI – Local 7	En vigueur	CQPMCI – Local 825	En vigueur
CQPMCI – Local 58	En vigueur	CQPMCI – Local 160	En vigueur
CQPMCI – Local 134	En vigueur	CQPMCI – Local 761	En vigueur
CQPMCI – Local 271	En vigueur	CQPMCI – Local 380	En vigueur
CQPMCI – Local 929	En vigueur	FTQ – FIPOE	En vigueur
CQPMCI – Local 568	En vigueur	FTQ – Local 1	En vigueur
CQPMCI – Local 1604	En vigueur	FTQ – Local 9	En vigueur
CQPMCI – Local 116	En vigueur	FTQ – Local 99	En vigueur
CQPMCI – Local 62	En vigueur / Modifié	FTQ – Local 100	En vigueur
CQPMCI – Local 527-A	En vigueur	FTQ – Local 135	En vigueur
CQPMCI – Local 89	En vigueur	FTQ – Local 2016	En vigueur
CQPMCI – Local 96	En vigueur	FTQ – Local 618	En vigueur
CQPMCI – Local 101	En vigueur	FTQ – Local 777	En vigueur
CQPMCI – Local 2182	En vigueur	FTQ – Local 1676	En vigueur
CQPMCI – Local 711	En vigueur	FTQ – Local 2366	En vigueur
CQPMCI – Local 905	En vigueur	FTQ – CONSTRUCTION	En vigueur
CQPMCI – Local 349	En vigueur	FTQ – AMAQ	En vigueur
CQPMCI – Local 1135	En vigueur		

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2018-2019 et 2019-2020.

Les renseignements sont disponibles dans le Budget de dépenses 2019-2020.

SOURCE : Direction adjointe du Secrétariat général
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant une refonte du Code du travail.

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'allégement de la bureaucratie pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant l'allégement de la bureaucratie pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes pour 2018-2019.

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la mise en place du projet de loi 10, *Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale* pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, dans le cadre des travaux du projet de loi n° 10, Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale, des documents ont été rendus publics :

- Le projet de loi :
  http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-10-42-1.html

- L'analyse d'impact réglementaire :
  https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/LES_2019_02-13.pdf

- Le Rapport de la Commission de l'économie et du travail - Consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 10, Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale :
  http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-10-42-1.html

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-34

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'élimination des clauses orphelines pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant l'élimination des clauses « orphelin ».

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-35

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant la hausse de congés payés et aucune rencontre ou consultation particulière n'a eu lieu.

Toutefois, dans le cadre des travaux parlementaires ayant mené à l'adoption, le 12 juin 2018, de la Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, des consultations particulières ont été tenues.

Le Rapport de la Commission de l'économie et du travail sur ces consultations particulières contient, en annexe, la liste des personnes et des organismes qui ont été entendus. Le rapport est disponible à l'adresse suivante : http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-152-41-1.html

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-36

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant le harcèlement psychologique au travail et aucune rencontre ou consultation particulière n'a eu lieu.

Toutefois, dans le cadre des travaux parlementaires ayant mené à l'adoption, le 12 juin 2018, de la Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, des consultations particulières ont été tenues.

Le Rapport de la Commission de l'économie et du travail sur ces consultations particulières contient, en annexe, la liste des personnes et des organismes qui ont été entendus. Le rapport est disponible à l'adresse suivante : http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-152-41-1.html

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant les agences de placement et aucune rencontre ou consultation particulière n'a eu lieu.

Toutefois, dans le cadre des travaux parlementaires ayant mené à l'adoption, le 12 juin 2018, de la Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail (2018, chapitre 21) (Loi 21 de 2018), des consultations particulières ont été tenues.

Le Rapport de la Commission de l'économie et du travail sur ces consultations particulières contient, en annexe, la liste des personnes et des organismes qui ont été entendus. Le rapport est disponible à l'adresse suivante :

http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-152-41-1.html

Aussi, le 5 juin 2018, toujours dans le cadre des travaux parlementaires de la Loi 21 de 2018, la ministre responsable du Travail a déposé à la Commission de l'économie et du travail des intentions réglementaires relativement aux agences de placement de personnel et aux agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires. Ces intentions réglementaires sont disponibles à l'adresse suivante :

http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/CET/mandats/Mandat-40123/documents-deposes.html

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre :
Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, le Secteur du Secrétariat du travail a publié une analyse d'impact réglementaire (AIR) concernant la révision du taux général du salaire minimum.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_LNT_2019-01-29.pdf

SOURCE : DRIMT – SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-39

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Le lien vers l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum fourni dans le cadre de la question RP-38 prend en compte les différents paramètres sociaux et économiques associés à l'augmentation du salaire minimum.

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-40

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits pour 2018-2019

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, le Secteur du Secrétariat du travail a publié une analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum, laquelle présente les augmentations respectives prévues au 1er mai 2019 au taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de framboises et au taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de fraises.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_LNT_2019-01-29.pdf

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

Titre :

Nombre de conciliateurs/médiateurs pour 2018-2019.

Évolution du personnel régulier
ayant le corps d'emploi conciliateur/médiateur[1]

Conciliateur/médiateur	**2018-2019** **(au 27 février 2019)**
Nombre de conciliateur/médiateur	22

[1] Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 28 février 2019 (effectifs en lien d'emploi au 27 février 2019).

À noter qu'aucun employé occasionnel n'était conciliateur/médiateur au 27 février 2019.

SOURCE : DGRH - SSGRI
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

Titre :

Nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur pour 2018-2019.

	2018-2019[1]
Médiateurs-conciliateurs	19*
Dossiers traités	745
Dossiers par médiateur-conciliateur	39,21

[1] Pour la période du 1er avril 2018 au 28 février 2019.

* En 2018-2019, des médiateurs-conciliateurs réguliers occupaient par intérim les deux postes de directeurs de la médiation-conciliation, l'un à Québec et l'autre à Montréal. Ils ont été soustraits du calcul (22-2), car ils assument une fonction d'encadrement à l'heure actuelle. Un médiateur-conciliateur en congé de maladie pour l'ensemble de cette période a également été soustrait du calcul, ce qui donne le total de 19.

SOURCE : Secteur des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, la mise en œuvre l'action 50 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021, soit de « Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière » a été amorcée.

Les actions suivantes ont été entreprises :

- effectuer une revue de la littérature des différents travaux présentant l'état de la situation dans divers milieux de travail, tant au Québec qu'à l'extérieur;
- effectuer un sondage sur la prévalence du harcèlement sexuel dans les milieux de travail québécois;
- tenir des groupes de discussion avec des victimes de harcèlement sexuel au travail qui ont dénoncé la situation;
- documenter l'usage et la pertinence des différents recours disponibles;
- dresser un bilan des bonnes pratiques en matière de prévention.

Au 28 février 2019, aucune somme n'a été engagée par le Secteur du Secrétariat du travail pour réaliser ces actions.

Le 22 juin 2018, le premier appel de projets dans le cadre du Programme visant la lutte contre le harcèlement psychologique ou sexuel dans les milieux de travail (Programme) a été lancé. Il est doté d'un budget de 6 M$ sur trois ans provenant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et il est administré par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). Le Programme comporte deux volets :

- Le Programme d'aide à la sensibilisation des personnes salariées et des travailleurs autonomes en matière de harcèlement psychologique ou sexuel au travail, consacré à des projets soumis par des associations de travailleurs (volet Travailleurs);

- Le Programme d'aide au respect des normes touchant le harcèlement psychologique ou sexuel au travail, consacré à des projets soumis par des associations d'employeurs (volet Employeurs).

Dans le cadre du premier appel de projets, 13 projets ont été retenus : 6 dans le volet Employeurs et 7 dans le volet Travailleurs. Le total des subventions attribuées par la CNESST pour cet appel s'élève à près de 950 000 $.

Le 8 mars 2019, le gouvernement du Québec a annoncé le lancement du deuxième appel de projets. Les demandeurs ont jusqu'au 17 avril 2019 pour déposer leur projet à la CNESST.

SOURCE : DRIMT – SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-46

Titre :

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum produite présente certaines informations sexuées.
https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_LNT_2019-01-29.p

Par exemple, elle prend en compte le nombre de femmes qui bénéficieront d'une hausse du salaire minimum, soit 167 700, ce qui correspond à 58 % de l'ensemble des salariés directement touchés par la hausse du 1er mai 2019.

Ces salariés bénéficieront d'une augmentation de 2,19 points de pourcentage de leur pouvoir d'achat, ce qui se traduira par une augmentation annuelle de leur revenu disponible variant entre 400 $ et 650 $, selon le nombre d'heures travaillées et le type de famille économique.

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47

Titre :

Rapport sur la formation des grutiers qui a été remis au ministre en 2019.

Exposé et statistiques :

Le rapport du Comité d'experts indépendants chargé d'évaluer l'aspect sécuritaire des modifications au Règlement sur la formation professionnelle de la main-d'œuvre de l'industrie de la construction et au Règlement sur la délivrance des certificats de compétence a été rendu public le 28 mars 2019 dans la section Secrétariat du travail du site Web du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/construction/gestion_de_la_main-d_oeuvre/Rapport_Grutiers.pdf

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-48

Titre :

État de situation des négociations relativement au conflit de l'Aluminerie ABI à Bécancour et copie des analyses, recherches, scénarios ou projections concernant les solutions envisagées depuis le 18 octobre 2018.

Ces informations ne peuvent pas être divulguées. Elles sont de nature confidentielle, car elles concernent la négociation du renouvellement d'une convention collective.

SOURCE : Secteur des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49

Titre :

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre pour 2018-2019 en indiquant l'état des travaux en cours.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le CCTM appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

2018-2019

Avis demandés

- Avis concernant la nomination d'un membre représentant les employeurs au Comité consultatif sur les normes du travail à la Commission des normes, de l'équité et de la santé et de la sécurité du travail (juillet 2018)
- Avis concernant la nomination au poste de vice-président chargé des questions relatives à la Loi sur l'équité salariale, du comité de direction de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (novembre 2018)
- Avis concernant la nomination au poste de vice-président du Tribunal administratif du travail -Division relations du travail, services essentiels, construction et qualification professionnelle (décembre 2018)
- Avis sur la santé psychologique au travail (25 février 2019)
- Avis concernant une nomination à la présidence du Tribunal administratif du travail (mars 2019)
- Avis concernant une nomination à la vice-présidence du Tribunal administratif du travail (mars 2019)
- Avis sur la nomination de membres du Tribunal administratif du travail (mars 2019)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-50

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le CCTM appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

2018-2019

Avis réalisés

Avis à l'initiative du CCTM concernant le *Règlement sur la rémunération des arbitres* (juin 2018)

Avis à l'initiative du CCTM concernant les arbitres non-inscrits ou désengagés (mars 2019)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré pour 2018-2019. Fournir l'objet de la plainte.

Exposé et statistiques :

2018-2019

Plaintes traitées : 5
Décisions rendues : 5
Cas en délibéré : 0

Les plaintes traitées avaient pour objet une de ces causes :

- Manque d'impartialité de l'arbitre
- Règles de compétence et de conduite professionnelle

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-52

Titre :

Liste des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Liste des dépenses de fonctionnement du BEM pour 2018 (année civile)

Catégories de dépenses	Montants
Services de transport, de communication et autres postes	59 173,00 $
Services professionnels et auxiliaires	1 343 720,00 $
Location de meubles	3 832,00 $
Location de biens immeubles	437 851,00 $
Fournitures et équipements	115 714,00 $
Investissement	2 052,00 $
Total	**1 962 342,00 $**

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale - SRT
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-53

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux et prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) n'a pas de bureaux régionaux.

Le BEM a un bureau à Montréal et un autre à Québec.

SOURCE : Service des budgets d'administration
COLLABORATION : BEM – Bureau d'évaluation médicale
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-54

Titre :

Nombre de dossiers au BEM pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Nombre de dossiers au BEM en 2018

Année civile	Nombre de dossiers
2018	11 401

DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYENS

Année civile	Délai moyen d'évaluation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2018	55,2	13,1	68,3

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : SRT
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-55

Titre :

Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne compile aucune statistique au regard du nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : SRT
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-56

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs pour 2018- 2019.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits au Bureau d'évaluation médicale (BEM) :

Année financière	CNESST	Employeur	CNESST et employeur	Total
2018-2019*****	2 977	7 418	0	10 395

***Note : période du 1er avril 2018 au 28 février 2019.**

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : SRT
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-57

Titre :
Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles pour 2018-2019. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par médecin et par spécialité.

Période du 1er avril 2018 au 28 février 2019	
Spécialité	**Membre**
Chirurgie buccale	Giguère, Michel
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Gosselin, Michel
Chirurgie orthopédique	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Bolduc, Marie Eve
	Boubez, Ghassan
	Cloutier, Réjean
	Daoud, Hany
	Dehnade, Faramarze
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
	Fraser, Myriam
	Gagnon, Serge
	Gagnon, Sylvain
	Godbout, Véronique
	Greenfield, Garry
	Grimard, Guy
	Grondin, Philippe Paul
	Jodoin, Alain
	Labelle, Hubert
	Larochelle, Pascale
	Lemire, Luc
	Mac, Thien Vu
	Michaud, Guillaume
	Morazain, Louis
	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Gregory
	Paradis, Gaston R.
	Perron, Odette
	Porlier, Jean-Paul
	Sepehr-Arae, Arash
	Wiltshire, David G.

Spécialité	Membre
Chirurgie plastique	Bourget, Amélie
	Duranceau, Louise
	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentiste	LaBelle, Hubert R.
	Schwartz, Melvin
Dermatologie	Moreau, Linda
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre
	Drouin, Denis
	Dupuis, Jean-Luc
	Laberge, Janick
Médecine interne	Coiteux, Isabelle
	Nguyen, Diem-Quyen
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte
	Parent, René
	Tinawi, Simon
Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan
	Bouvier, Guy
	Cantin, Léo
	Chaalala, Chiraz
	Demers, Jacques
	Malak, Ramez
	McLelland, Hans
	Michaud, Yzabel
	Moumdjian, Robert A.
	Séguin, Mario
	Shedid, Daniel
	Turcotte, Jean-François
	Yuh, Sung-Joo
Neurologie	Bérubé, Arline
	Bourgeau, Pierre
	Masson, Hélène
Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.
	Mathieu-Millaire, Francine
	Robert, Marie-Claude
Oto-Rhino-Laryngologie/chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
Pneumologie	Beaupré, Alain
	Saad, Nathalie
Psychiatrie	Bemmira, Sara
	Benoit, Suzanne
	Calouche, Sonia
	Dumont, Daniel
	Labrie, Christian
	Lageix, Philippe
	Leblanc, Jean
	Leclair, Suzanne
	Nguyen, Maud
	Ouellet, Ronald
	Primeau, François
	Soulières, Annie
	Ziegenhorn, Andreas Alfred

Spécialité	Membre
Rhumatologie	Mathieu, Jean-Pierre
Urologie	Dessureault, Jean

SOURCE : BEM – Bureau d’évaluation médicale
COLLABORATION : SRT
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-58

Titre :

Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM pour 2018-2019.

Période du 1er avril 2018 au 28 février 2019	
Membre	**Nbre d'avis**
Abboud, Samir	23
Al-Atassi, Borhan	179
Arsenault, Sarto	112
Bazinet, Brigitte	312
Beaumont, Pierre	169
Beaupré, Alain	7
Bemmira, Sara	4
Benoit, Suzanne	40
Bérubé, Arline	42
Bolduc, Marie Eve	12
Boubez, Ghassan	192
Bourgeau, Pierre	111
Bourget, Amélie	15
Bouvier, Guy	67
Calouche, Sonia	14
Carrier, Jude	0
Cantin, Léo	21
Chaalala, Chiraz	10
Cloutier, Réjean	314
Coiteux, Isabelle	1
Dalcourt, Jean-Pierre	128
Daoud, Hany	516
Dehnade, Faramarze	251
Demers, Jacques	321
Desloges, Danielle	403
Dessureault, Jean	7
Drouin, Denis	77
Duchesne, Robert	206
Dufour, Marcel	271
Dumont, Daniel	9
Dupuis, Jean-Luc	0
Duranceau, Louise	175
Fallaha, Michel	397
Fournier, Karl	259

Membre	N^{bre} d'avis
Fraser, Myriam	7
Gagnon, Serge	166
Gagnon, Sylvain	76
Giguère, Michel	14
Godbout, Véronique	28
Gosselin, Michel	19
Greenfield, Garry	337
Grimard, Guy	13
Grondin, Philippe Paul	6
Jodoin, Alain	321
Labelle, Hubert	349
LaBelle, Hubert R.	1
Laberge, Janick	166
Labrie, Christian	8
Lafond, Gilles-P.	11
Lageix, Philippe	0
Larochelle, Pascale	11
Leblanc, Jean	16
Leclair, Suzanne	6
Lemire, Luc	114
Léveillé, André	226
Mac, Thien Vu	208
Malak, Ramez	219
Masson, Hélène	49
Mathieu, Jean-Pierre	1
Mathieu-Millaire, Francine	11
McLelland, Hans	169
Michaud, Guillaume	2
Michaud, Yzabel	141
Morazain, Louis	61
Moreau, Linda	5
Morin, François	89
Moumdjian, Robert A.	135
Nault, Théodore	405
Nguyen, Diem-Quyen	3
Nguyen, Maud	3
Ortaaslan, Sevan Gregory	0
Ouellet, Ronald	4
Paradis, Gaston R.	260
Parent, René	319
Pelletier, Johanne	207
Perron, Odette	128
Porlier, Jean-Paul	43
Primeau, François	33
Robert, Marie-Claude	2
Saad, Nathalie	0
Schwartz, Melvin	1
Séguin, Mario	21
Sepehr-Arae, Arash	532

Membre	N^{bre} d'avis
Shedid, Daniel	479
Soulières, Annie	16
Tinawi, Simon	20
Turcotte, Jean-François	21
Wiltshire, David G.	197
Yuh, Sung-Joo	47
Ziegenhorn, Andreas Alfred	4

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : SRT
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Année civile	Rémunération	Fonctionnement – Autres dépenses	TOTAL
2018	2 254 676 $	1 962 342 $	4 217 018 $

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : SRT
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-60

Titre :

Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

La direction du BEM ne comptabilise pas les heures travaillées des membres. Le BEM répond aux demandes d'avis transmises par la CNESST.

1er avril 2018 au 28 février 2019	
Spécialités	**Nombre de membres par spécialité**
Chirurgie buccale (dentisterie)	1
Chirurgie générale	2
Chirurgie orthopédique	34
Chirurgie plastique	4
Dentisterie	2
Dermatologie	1
Médecine de famille (omnipraticien)	4
Médecine interne	2
Médecine physique et réadaptation (physiatrie)	3
Neurochirurgie	13
Neurologie	3
Ophtalmologie	3
Oto-rhino-laryngologie/chirurgie cervico-faciale	1
Pneumologie	2
Psychiatrie	13
Rhumatologie	1
Urologie	1

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : SRT
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-61

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestation pour 2018-2019

Exposé et statistiques :

Année financière	Nombre d'avis demandés par la CNESST
2018-2019*	500

***Note : période du 1er avril 2018 au 28 février 2019.**

SOURCE : BEM – Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : SRT
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02